

Martigues : "Réponses" repart sur le terrain et enchaîne les actions

Lancé en 2019, le dispositif se perfectionne, pour mieux répondre aux attentes de la population de la zone Fos-Etang de Berre en matière de lutte contre les pollutions atmosphériques

Par Éric Goubert



Vivre au plus près des industries, c'est le lot quotidien des 21 communes de la zone Fos-Etang de Berre, impliquées dans le dispositif "Réponses". PHOTO ARCHIVES SERGE GUÉROULT

C'était l'année 2018. Pas de quoi en faire une chanson, même si en guise de refrain, le thème était trouvé : c'était celui des études sur la pollution atmosphérique. Au premier rang desquelles celle publiée par l'État, début janvier, baptisée "Scenarii", désormais document de référence. D'autres allaient suivre, comme "Fos Epséal", étude franco-américaine au procédé nouveau, et contesté, ou les analyses sur divers éléments faites par l'association ADPLGF, présidée par le Fosséen Daniel Moutet, elles carrément clouées au pilori par le préfet lui-même. 2018, c'était donc l'année des polémiques, rehaussées par deux documentaires télévisés très suivis du côté de Fos. Et c'est dans ce contexte qu'était né le **dispositif "Réponses"**, orchestré par le SPPPI, secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles. Une manière "de sortir par le haut de cette situation conflictuelle", en mettant autour de la même table industriels, associations, collectivités, Etat...

Nouvelle démarche de mobilisation et de participation citoyenne

Depuis deux ans, le dispositif poursuit sa route, en complétant ses réunions et les attentes exprimées par la population en mettant sur pied des actions concrètes (lire par ailleurs). S'il a perdu en cours de route Daniel Moutet, qui a souhaité quitter le dispositif, il va s'enrichir au fil des semaines et mois qui viennent de nouvelles contributions, grâce à une relance des contacts sur le terrain. Une "nouvelle démarche de mobilisation et de participation citoyenne" annoncée mercredi, pour "aller de nouveau vers la population", et continuer "d'apporter des réponses concrètes", indiquait Gwenaëlle Hourdin. Lauréat d'un appel à projets interministériel, "Réponses" va ainsi pouvoir renforcer son empreinte avec une sensibilisation en trois temps, qui débutera aux alentours du 15 avril. Premier temps, un dispositif itinérant dont les contours restent à préciser, qui passera par des lieux publics, comme les marchés ou les postes. "L'objectif est de recueillir de nouvelles attentes du public", avant, dans un deuxième temps, d'aller vers des publics traditionnellement plus éloignés de ce genre de débat, via les bailleurs sociaux ou les missions locales. Enfin, troisième temps, un forum d'échanges déjà prévu le 29 mai prochain. "Après une année de travail sur la réalisation des actions, la nouvelle phase de mobilisation vise à associer de façon encore plus élargie les citoyens", ajoute Gwenaëlle Hourdin. Dans le même ordre d'idée, une campagne de recrutement est lancée afin d'intégrer une trentaine de nouveaux membres au panel citoyen, ce groupe de citoyens qui émet un avis sur chaque étape clé de la concertation.

"Notre Graal, ce sera d'installer le dispositif dans le temps, afin qu'il devienne un outil d'information incontournable", note encore la déléguée générale. Trois ans après la fameuse année 2018, c'est bien parti.

Pour intégrer le panel citoyen, les modalités sont disponibles sur dispositif-reponses.org. Les candidatures sont à envoyer jusqu'au 6 avril.